

Origines et naissance du Parti socialiste fribourgeois

Autor(en): **Meyer, Alain**

Objekttyp: **Article**

Zeitschrift: **Cahiers d'histoire du mouvement ouvrier**

Band (Jahr): **5 (1988)**

PDF erstellt am: **20.09.2024**

Persistenter Link: <https://doi.org/10.5169/seals-520214>

Nutzungsbedingungen

Die ETH-Bibliothek ist Anbieterin der digitalisierten Zeitschriften. Sie besitzt keine Urheberrechte an den Inhalten der Zeitschriften. Die Rechte liegen in der Regel bei den Herausgebern.

Die auf der Plattform e-periodica veröffentlichten Dokumente stehen für nicht-kommerzielle Zwecke in Lehre und Forschung sowie für die private Nutzung frei zur Verfügung. Einzelne Dateien oder Ausdrucke aus diesem Angebot können zusammen mit diesen Nutzungsbedingungen und den korrekten Herkunftsbezeichnungen weitergegeben werden.

Das Veröffentlichen von Bildern in Print- und Online-Publikationen ist nur mit vorheriger Genehmigung der Rechteinhaber erlaubt. Die systematische Speicherung von Teilen des elektronischen Angebots auf anderen Servern bedarf ebenfalls des schriftlichen Einverständnisses der Rechteinhaber.

Haftungsausschluss

Alle Angaben erfolgen ohne Gewähr für Vollständigkeit oder Richtigkeit. Es wird keine Haftung übernommen für Schäden durch die Verwendung von Informationen aus diesem Online-Angebot oder durch das Fehlen von Informationen. Dies gilt auch für Inhalte Dritter, die über dieses Angebot zugänglich sind.

Origines et naissance du Parti socialiste fribourgeois

par Alain MEYER

Au cours de l'année 1988, le Parti socialiste fribourgeois, confronté à de graves problèmes internes – ce fameux combat des chefs – a braqué sur lui à plusieurs reprises les feux de l'actualité. Cette soudaine publicité a mis fin au climat de discrétion auquel il était habitué. Elle lève un léger voile sur son existence et détruit aussi le mythe d'un parti monolithique. Car au-delà du conflit de personnalités, c'est bien de la lutte de courants opposés qu'il s'agit. Il y a un siècle le PSF n'existait pas, bien sûr. Quelques rapprochements sont néanmoins possibles avec le mouvement ouvrier dont il est issu. Celui-ci vivait très discrètement et était animé également de divers courants parfois opposés. Mais bien qu'en retrait, cela ne l'empêchera pas d'évoluer au rythme du mouvement ouvrier suisse.

Ce fait étonnera certains, car le canton de Fribourg, économiquement faible et blotti dans l'enclavement confessionnel, politique et social où le maintenait le régime conservateur, offrait une résistance farouche à l'intrusion d'idées socialistes. Et c'est là peut-être l'une des spécificités du socialisme fribourgeois que de s'être développé relativement tôt dans un milieu extrêmement hostile, « un sol ingrat » que décriaient les militants de l'époque dans leurs rapports.

Après avoir présenté brièvement l'environnement économique du canton, nous parlerons des premières organisations ouvrières, puis du premier acte d'autonomie politique et enfin de la création du PS.

Une industrialisation tardive

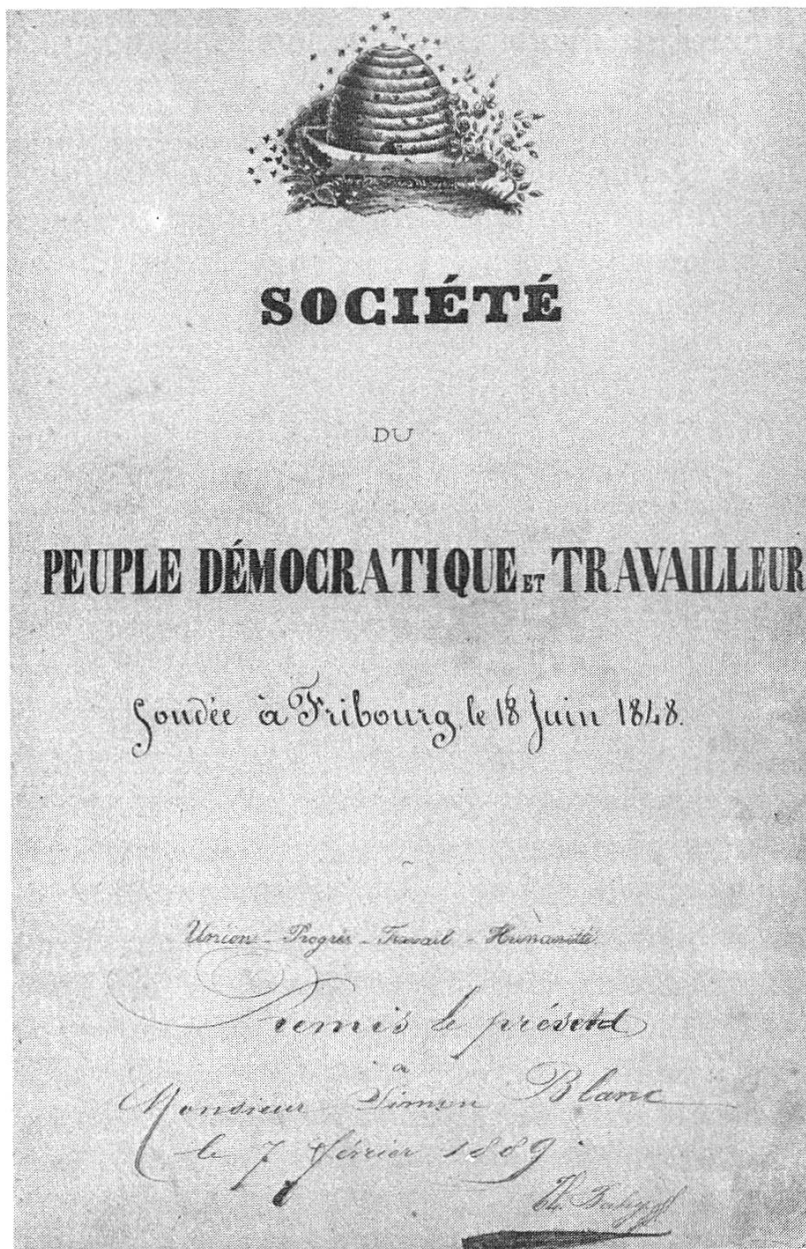
La révolution industrielle n'eut que de faibles échos à Fribourg, le canton se contentant de petites activités rurales travaillant pour le marché local. Durant la période 1850-1880 qui correspond à une phase d'expansion de l'industrialisation suisse, le canton bénéficie de quelques implantations

isolées. A Montilier, près de Morat, se crée une fabrique d'horlogerie qui comptera 450 ouvriers en 1868. A Fribourg, une dizaine d'entreprises sont créées, elles connaîtront une existence éphémère (1869-1875). Le canton pouvait alors se permettre d'ignorer les problèmes ouvriers et de repousser par une majorité de 4 contre 1 la loi sur les fabriques qui était acceptée par le peuple suisse en 1877. Ce n'est que dans la dernière décennie du XIXe que le canton de Fribourg connaît un petit essor industriel. Petit en effet, car il ne suffira pas à inverser le bilan migratoire constamment négatif.

Fabriques fribourgeoises		
années	nombre	main-d'oeuvre totale
1878	23	(700)
1892	52	1665
1901	80	2682
1911	(112)	4176
() approximation ¹		

La taille des entreprises demeurait petite. A la veille de la première guerre mondiale, cinq d'entre elles seulement dépassent la centaine d'ouvriers, soit Cailler à Broc, la Verrerie de Semsales (moins de 200 ouvriers), la Société suisse d'horlogerie (300) à Montilier, et à Fribourg les ateliers de réparations CFF (147), les chocolats Villars (131). L'usine de Broc faisait figure de géant avec ses 1'400 ouvriers. Les neuf dixièmes de la main-d'oeuvre industrielle de canton se concentrent alors dans trois régions : Fribourg (43%), Bulle-Broc (35%), et enfin Morat-Montilier (10%).

En 1900, le secteur secondaire ne représente encore que 27,8% des actifs, contre 55,3% au primaire. Le canton conservera cette prédominance agricole jusque dans la décennie 1950-1960. Les ouvriers des fabriques forment bien sûr une minorité, la structure du secondaire demeure alors essentiellement artisanale (un ouvrier de fabrique pour cinq actifs du secondaire)². La classe ouvrière fribourgeoise constituait donc une mince frange, plutôt d'origine artisanale dans un canton agricole et farouchement catholique. Si l'on y ajoute le solide carcan politico-religieux du régime conservateur (1882-1914) de Georges Python, Fribourg vivait alors l'ère de la «République chrétienne», l'on perçoit mieux la dure tâche d'émancipation à laquelle s'attelaient les militants ouvriers.



Le page de garde du «Protocole» de la Société du Peuple démocratique et travailleur.

I. Les premières organisations ouvrières (1848-1890)

Les premières organisations ouvrières dignes de ce nom, nous ne parlerons pas des corporations, apparaissent à Fribourg au lendemain du Sonderbund, en même temps qu'on y établissait un régime radical (1848-1856). Trois sociétés se formeront en profitant du droit d'association reconnu. Elles recruteront dans une partie bien précise de la population laborieuse : les travailleurs autochtones pour l'une, les compagnons et artisans suisses-allemands pour l'autre, les ouvriers allemands pour la dernière.

Dans le courant du mois de juin 1848, des citoyens du quartier de la Neuveville à Fribourg fondent la Société du Peuple démocratique et travailleur. Forte de 70 membres en 1860, elle se dissoudra pourtant en 1863. La société du Grütli, en 1848, établit trois sections dans le canton, soit à Morat, Fribourg et Bulle. Des sociétés allemandes s'implantent à Fribourg et à Morat, elles évolueront très vite vers le socialisme et même l'anarchisme. L'un des membres de la section de Fribourg, Auguste Reinsdorf, sera décapité en 1885, pour avoir attenté à la vie de l'empereur d'Allemagne. Démantelées par la police, elles se métamorphoseront en sociétés à but culturel pour camoufler leur activités. L'influence de ces Allemands si remuants est difficile à mesurer, même si on peut leur attribuer le rôle de pionniers du socialisme. Quelques ouvriers suisses leur étaient proches et ne craignaient pas d'adhérer à ces sociétés. Plus calmement, la Société du Peuple démocratique et travailleur et celle du Grütli s'intéressaient à la question sociale, cherchant à améliorer la situation de la classe ouvrière, mais politiquement elles en restaient à appuyer le parti radical. Les grütliens de Fribourg pouvaient ainsi dire : «notre section marche avec le progrès et le parti radical.»³

Le souffle de la première Internationale (1864-1880)

Le mouvement ouvrier fribourgeois allait profiter de l'effervescence causée par la première Internationale pour se développer et tenter des actions. Des coopératives sont créées. A Morat, les cigariers s'organisent, ils adhèrent à l'AIT en 1868 et entament une grève qui leur est fatale. A Fribourg qui bénéficiait de l'ouverture de plusieurs usines, un groupe d'ouvriers fonde la Société ouvrière des Arts et des Métiers (1873-1885). Elle adhère aussitôt à l'Union ouvrière suisse, dite «l'ancienne». Ses activités consistaient à s'occuper de questions économiques et sociales en délaissant les questions politiques⁴. Elle reprenait de fait les aspirations mutualistes et coopératives de la Société du Peuple démocratique et travailleur et les concrétisera en créant des caisses de secours, d'épargne, et aussi une coopérative de consommation en collaboration avec le Grütli. A son apogée elle comptera 65 membres. Dans la même ville une petite section de l'Internationale voit le jour en février 1875, elle ne dénombrera jamais plus de 30 membres. Elle devenait membre de la Fédération jurassienne et son activité était essentiellement politique. Elle entreprendra une propagande socialiste par l'affichage de tracts et l'organisation de conférences où s'exprimeront notamment les grands proscrits de la Commune, dont Brousse, et l'exilé russe Kropotkine. Ce qui causera l'émoi du gouvernement et de son organe *La Liberté*, rendus perplexes déjà par le congrès de la Fédération ju-

rassienne qui s'était tenu à Fribourg en 1878. Pourtant les liens de cette section avec le parti radical demeuraient étroits.

Toutes ces sociétés nées de l'Internationale s'écrouleront avec elle. Le syndicalisme fribourgeois demeurait squelettique avec pour tout métier organisé les seuls typographes. L'organisation politique et syndicale de la classe ouvrière restait donc à faire. Néanmoins même si l'expérience avait été courte et les formations éphémères, l'apport de l'Internationale était indéniable. Des liens s'étaient tissés entre les diverses sociétés ouvrières du canton, entre celles-ci et des organisations nationales et même internationales, le tout débouchant sur une première prise de conscience d'une solidarité ouvrière.

L'alliance radicale-ouvrière

Très tôt, dès l'apparition de la Société du Peuple démocratique et travailleur, la classe ouvrière fribourgeoise apporte son appui au parti radical, et elle l'épaulera longtemps encore dans sa lutte contre l'hégémonie du parti conservateur. Cette perception d'être une minorité et donc de la nécessité de se liguer pour résister au parti conservateur tout puissant jouera bien sûr un rôle, mais les motivations étaient plus profondes. Le parti radical incarnait tout d'abord la tradition progressiste de 1848. Il élaborera ensuite au niveau national de vastes projets de réformes sociales – législation sur le travail, assurances obligatoires – qui déboucheront quelquefois sur des solutions concrètes favorables aux ouvriers. Le succès de cette politique auprès des travailleurs est indéniable.

Aussi le parti radical représentait-il aux yeux des ouvriers le «Parti du progrès» seul capable de créer des emplois, et les sympathies ouvrières lui demeureront acquises. Bientôt cependant il devra s'ouvrir à une représentation ouvrière de peur de perdre ce précieux allié. Il aspirera alors timidement quelques ouvriers dans son appareil politique, mais il les utilise plus qu'il ne les promeut. L'alliance radicale-ouvrière s'en trouvait néanmoins renforcée : elle était devenue plus étroite après la chute de la première Internationale par l'entremise de deux sociétés : le Cercle des Travailleurs et le Grütli.

Le Cercle des Travailleurs se crée en novembre 1884 dans un contexte politique bien particulier, soit après les élections au Conseil National, entachées d'ailleurs de graves irrégularités, où le parti radical fribourgeois venait de perdre ses deux sièges. En organisant la classe ouvrière, ce cercle devait, selon son premier président, Marius Rossier, servir à «sortir le parti radical du marasme», à contrecarrer les tentatives de corruption des conservateurs et à s'opposer aux cercles catholiques qui déployaient alors

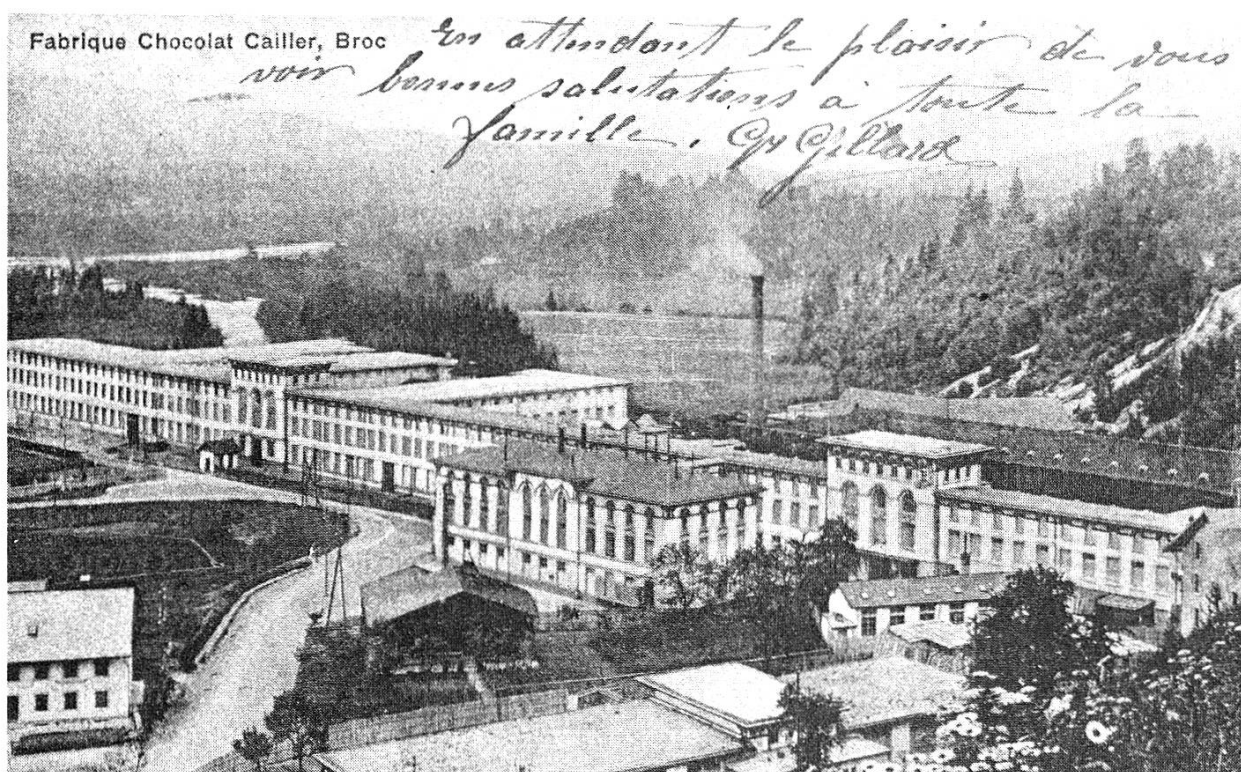
leurs activités⁵. En 1895 il comptait 264 membres dont près d'un septième provenait de la classe bourgeoise, on y recensait des avocats, des architectes... Et même si les ouvriers conserveront les leviers de commande, cette frange d'où émergeait le chef radical, l'avocat Biemann, freinera les aspirations ouvrières en canalisant les énergies vers les luttes politiques traditionnelles. Malgré tout la société évoluera, en 1890, elle élaborera un programme de petites réformes sociales. En contrepartie de son appui elle exigera d'être représentée au pouvoir législatif et exécutif par des membres ouvriers. Un siège, occupé par le maçon Louis Uldry, lui sera attribué au Conseil communal de 1895 à 1903.

Le Grütli épaulait toujours le parti radical. A Morat, l'organe radical, *Le Murtenbieter*, était rédigé par un Grütliéen, Hans Mettier. En 1889, la section de Fribourg ne craignait pas d'inciter les ouvriers à poursuivre dans cette voie : «...continuez à l'avenir d'appuyer toujours par votre vote le parti radical progressiste qui d'après notre expérience, est plus favorable aux questions sociales et économiques et à la représentation ouvrière dans les conseils que le grand parti conservateur ultramontain du canton de Fribourg.»⁶

L'appel devenait plus que nécessaire, car entre temps les milieux catholiques, pour répondre au radicalisme et à la montée du socialisme, avaient créé des associations visant à encadrer les ouvriers : le Piusverein, le Gesellenverein, notamment. A Fribourg, sous la houlette du fougueux chanoine Schorderet, le fondateur du journal *La Liberté*, plusieurs cercles catholiques seront fondés dans les quartiers ouvriers menacés selon lui par «les filets du socialisme» qui avait supplanté le danger du radicalisme. Cette volonté de conjurer le socialisme demeurera la préoccupation constante de ces associations et de cercles qui renforçaient l'encadrement politique et religieux. Leur emprise sur le monde ouvrier est difficile à apprécier, ils ne devaient certainement concerner que des travailleurs autochtones à faible formation professionnelle. En retardant leur émancipation, ils freinaient toutefois l'ensemble du mouvement ouvrier.

Au travers de cette période que nous venons d'esquisser, les sociétés qui composent le mouvement ouvrier fribourgeois dans leurs activités diverses présentent malgré tout un trait commun. Trop faibles pour une existence solitaire et souffrant de l'absence d'un vrai leader, elles grandiront pour la plupart à l'ombre du parti radical. Mais si elles s'accommodaient du radicalisme politique, elles prenaient néanmoins, à des degrés divers, une coloration sociale sous l'influence des écoles socialistes. Ce compromis ne présentait rien d'extraordinaire et on le retrouve dans nombre de cantons jusqu'au tournant du XXe siècle.

Inventaire du patrimoine artistique, canton de Fribourg



C'est en 1898 qu'Alexandre Cailler commence à produire du chocolat à Broc. En 1905, date de la photo, la fabrique compte 1'600 ouvriers qu'on essayera de soustraire à l'influence syndicaliste et socialiste. Le patron radical, le clergé et le gouvernement conservateur s'entendront sur ce point.

II. La période du socialisme grütléen (1890-1903)

Après la longue léthargie qui suivit la première Internationale, la période 1890-1903 ranime le mouvement ouvrier fribourgeois. Le canton connaît un essor industriel et l'on constate de nets changements dans la mentalité ouvrière : le syndicalisme se développe enfin. En 1890 on comptait moins de 100 travailleurs organisés et aucun n'était affilié à l'USS, mais ils seront plus de 650 en 1900. La plupart, soit 71%, se regroupaient dans les syndicats du tertiaire (transports et communications). Le taux de syndicalisation demeurait certes faible, 3,8%, et inférieur à la moyenne suisse évaluée à 9,3%. Des mouvements de grève vont aussi se déclencher plus fréquemment, nous en avons recensé trois de 1866 à 1872, mais dix de 1891 à 1902⁷. A Fribourg, la grève des maçons entamée par près de 350 ouvriers en 1902, justifiera l'intervention du Conseiller d'Etat Bossy.

Le Premier Mai est fêté dès 1890 à Fribourg. Les sociétés ouvrières y organisent cette année-là une conférence qui réunit près de 400 personnes, ce

qui constituait une première, mais timide affirmation ouvrière. Georges Python qui surveillait attentivement cette irruption de l'Internationale en terre fribourgeoise fut vite rassuré et, prenant la parole, il put féliciter l'assemblée pour le calme et la mesure de chaque orateur. Les années suivantes, des cortèges seront organisés réunissant de 50 (1893) à 500 personnes (1899). A Morat, en 1891, dès la tombée du jour un cortège se formera avec à sa tête la fanfare de la ville, ce qui dénote une perception limitée de la portée de l'événement et aussi les liens tenaces qui demeuraient avec le parti radical tout puissant en ce lieu.

Durant cette période une première tentative ouvrière d'autonomie politique allait voir le jour. Elle sera l'oeuvre du Grütli qui, avec un décalage selon les cantons, s'était progressivement transformé en une organisation d'orientation socialiste réformiste. La classe ouvrière fribourgeoise subira donc l'influence nouvelle que représentait le socialisme grütléen, très modéré et fortement teinté de nationalisme, selon Marc Vuilleumier.

La création d'un Parti ouvrier

Les grütléens fribourgeois mettaient tout d'abord sur pied, en 1892, une organisation cantonale : la Fédération ouvrière. Elle groupera les sections du Grütli et les sociétés et syndicats où elles exerçaient une forte influence, soit à Fribourg les cordonniers et les tailleurs d'où provenaient précisément les cadres grütléens. Son importance numérique peut être évaluée à 400 personnes. Le Cercle des Travailleurs n'y adhèrera pas, car si le programme de cette fédération reprenait ses propres revendications, il entendait les faire passer par la voie du parti radical. Le caractère de cette fédération se résumait donc ainsi : grütléen et suisse-allemand.

Au mois de septembre 1893, la Fédération ouvrière décidait de former un parti ouvrier dans le canton. Les ponts n'étaient certes pas coupés avec le parti radical. Nouveau, ce parti ouvrier envisageait de présenter des candidats selon les circonstances seulement, ou tout au moins d'appuyer les citoyens qui accepteraient les grandes lignes de son programme. La même année, l'élection pour le Conseil national allait précipiter les choses. A la suite d'un accord entre la direction suisse du Grütli et le parti conservateur représenté par Georges Python – à l'époque conservateurs catholiques et démocrates socialistes s'entendaient aux Chambres fédérales pour exiger quelques concessions de la majorité radicale – une alliance «rouge et noire», décriée par les radicaux, se forgeait. Le Saint-Gallois Henri Scherrer, ancien président du Grütli suisse, était présenté par le parti ouvrier qui acceptait de le placer sur une liste d'entente avec Georges Python. Tout cela sentait bien la manoeuvre. L'idée du chef politique fribourgeois était claire, selon lui la constitution d'un parti ouvrier marquait la fin du parti radical.

Mais ce sera l'échec, Python perdra son siège au Conseil national, Scherrer n'aura pas plus de succès, si bien qu'il conclura finalement à l'inexistence des forces du Parti ouvrier.

Les retombées de cette élection seront catastrophiques pour le mouvement ouvrier frbourgeois. Les sections du Grütli subiront une hémorragie, la Fédération ouvrière ne sera plus qu'un squelette et succombera bientôt. Un antagonisme linguistique déjà latent allait se développer et briser toutes les tentatives de rapprochement. C'est à ce moment qu'apparaissait à Fribourg le Grütli romand. Dans cette même ville deux groupements ouvriers se tourneront le dos : l'Union ouvrière allemande (1896-1904) et l'Union ouvrière romande (1896-1898). Cet antagonisme linguistique que recouvrait presque parfaitement le différend politique, opposera donc le courant grütliéen et ses composantes au courant radical-ouvrier formé de sociétés romandes.

Bien qu'échaudé, le Grütli allemand tentera sur le plan communal des expériences électorales facilitées dès 1895 par l'introduction du système proportionnel. A Fribourg, son parti ouvrier ne récoltera jamais plus de 90 voix, deux de ses candidats pénétraient toutefois au Conseil général. Sans se décourager, le Grütli allemand essayera de créer chez les Romands, en 1897, une section du PS, appelée «le Clairon», mais son existence sera éphémère. Il ne pouvait donc que constater son isolement et dénoncer l'attitude des Romands : «Nous sommes résignés à conduire de notre propre point de vue notre programme social-politique, car le prolétariat de langue française dans toutes les questions politiques se place du côté des radicaux»⁸. A Morat, le Parti ouvrier eut plus de succès, réussissant à placer l'un de ses membres, le relieur Bischhoff, au Conseil communal, de 1895 à 1907. Mais plus tard, la section socialiste de la ville, analysant le Parti ouvrier, refusera de s'y reconnaître, lui reprochant sa méconnaissance de la lutte des classes.⁹

Quelle valeur pouvait-on accorder à ce Parti ouvrier ? Il avait démarré d'un mauvais pas en acceptant, sous les pressions de la centrale du Grütli, de s'acoquiner avec le parti conservateur. Il était très modéré, avec des revendications parfois proches de celles du parti radical, ce que ne manquera pas de relever son organe, *Le Confédéré* de Fribourg. Cette modération entretiendra la confusion des esprits et, pour la majorité des travailleurs, son caractère ouvrier n'était pas un motif suffisant pour lâcher le parti radical et l'affaiblir dans sa lutte contre le parti conservateur. Néanmoins il marquait un premier acte d'autonomie et d'affranchissement politique avec des candidatures authentiquement ouvrières. Il aura donc valeur d'exemple. Il symbolisait le courage d'ouvriers qui tentaient à la fois de résister aux

avances des conservateurs et aux attaques de leurs anciens amis radicaux. Le résultat ne fut pas à la hauteur de leurs espoirs. Les Grütléens ne touchèrent qu'une mince frange de la classe ouvrière, celle des artisans (tailleurs, cordonniers...). La majorité des travailleurs demeurait à la traîne du parti radical.

III. Vers un parti socialiste (1903-1908)

Le tournant du XXe siècle revêt une grande importance pour le mouvement ouvrier tant suisse que fribourgeois. Cette période d'essor conjoncturel, marqué de quelques courtes crises, va accentuer les contradictions de classes et favoriser la montée du syndicalisme et du socialisme. A Fribourg une prise de conscience de classe, enfin, permettra au mouvement ouvrier bien hétérogène jusque-là de parvenir à l'unité et d'opter pour une doctrine interprétative : le socialisme. Le courant radical-ouvrier en mutation entraînera la classe ouvrière dans cette voie socialiste.

L'éclatement de l'alliance radicale-ouvrière

Il fallait tout d'abord quitter le vénérable parti radical. L'idée d'une rupture, acte mûrement réfléchi pour certains, résignation pour d'autres, se fera progressivement sous le coup de transformations économiques et sociales, puis de trahisons politiques.

Qui a vu la ville de Fribourg se rappelle sa disposition particulière en paliers. A l'époque, les bas quartiers constituaient encore un réservoir de main-d'oeuvre et s'opposaient aux hauts quartiers administratifs et commerçants. Cette forme de ségrégation sociale mettra du temps avant d'éclorre aux yeux des habitants de ces quartiers. L'encadrement par les sociétés radicales et les cercles catholiques ne se relâchait pas. Ce seront pourtant ces mêmes sociétés radicales qui véhiculeront le mécontentement populaire né de disparités sociales trop flagrantes. Les bas quartiers payaient tout d'abord le plus lourd tribut à la mortalité infantile dont la ville détenait le triste record suisse. Dès 1890, avec le développement de la ville haute, les quartiers de la Neuveville et de l'Auge feront figure de parent pauvre de la prospérité. Aussi, lorsque des cas de maladies épidémiques (fièvre typhoïde) s'y seront déclarés, amplifiés par la présence de la Sarine reléguée au rang de vaste égout depuis l'extension de la ville haute, la colère grondera contre «ces messieurs des beaux quartiers». Une prise de conscience de classe émergeait bel et bien et elle débordera des quartiers de la Basse ville, avec le choc de la hausse du coût de la vie.



La Vieille-Ville de Fribourg, représentée ici par le Court-Chemin et la rue de la Neuveville en 1895, sera épargnée par l'industrie qui se développait dans la Ville-Haute. Elle constituera cependant un réservoir de main d'oeuvre. Et c'est dans ces bas quartiers que les sociétés ouvrières fleurissent.

Fribourg subissait alors une terrible hausse des prix, comme l'ensemble de la Suisse, mais les loyers, avec des augmentations de plus de 66%, portaient la capitale fribourgeoise en tête de toutes les cités suisses. Les conditions de vie de ses travailleurs dont les gains étaient notoirement plus modestes, s'étaient considérablement dégradées. Et en 1903, quand la commune, engagée dans la création d'une infrastructure, réclamait une augmentation des impôts, l'inquiétude ouvrière se manifesta.

Les sociétés ouvrières réagirent, leurs représentants au Conseil général s'opposèrent à leurs amis radicaux. Figés sur le terrain politique usuel, ces derniers n'avaient pas su s'adapter aux problèmes sociaux qui prenaient de l'ampleur. Les conditions sociales d'une rupture étaient donc remplies. Il ne manquait plus qu'un détonateur politique que fourniront les élections. La même année, lors de l'élection pour le Conseil communal, les sociétés

ouvrières perdaient leur siège, délibérément sacrifié par le parti radical qui n'avait pas craint de s'entendre avec le parti conservateur. Le glas de l'alliance radicale-ouvrière venait de sonner.

Le passage du Cercle des Travailleurs au socialisme

Une période de flottement succède à cette élection. A la recherche d'une nouvelle identité, le Cercle des Travailleurs refoulera d'abord ses tendances radicales puis glissera progressivement vers le socialisme. Le 24 avril 1904, ses nouveaux statuts se réclamant des doctrines socialistes sont acceptés. La société subira de ce fait une hémorragie, mais privée de ses éléments bourgeois elle avait désormais les coudées franches. Le Premier Mai qu'elle organisera, connaîtra un succès sans précédent avec plus de 800 participants qui défileront derrière le drapeau rouge ! C'est lors de cette manifestation ouvrière que ses éléments les plus avancés fonderont en annexe le Cercle socialiste.

La création du PS de Fribourg

Il existait à Fribourg des sociétés socialistes : le Grütli allemand et une section du parti socialiste italien (1901-1907). Elles se montreront impuissantes à entraîner la masse vers le socialisme car elles ne concernaient qu'une fraction bien précise de la population ouvrière fribourgeoise. Le Grütli ne possédait d'ailleurs ni les chefs ni les troupes nécessaires. Le Cercle des Travailleurs jouissait par contre du grand prestige que lui conférait son rôle dans l'affaire des impôts. Le 19 février 1905, à l'approche des élections communales pour le renouvellement du Conseil général, il convoquait toutes les sociétés ouvrières politiques. Les syndicats s'étaient entre temps donné une nouvelle organisation faïtière, l'Union ouvrière. L'assemblée représentait sept sociétés : le Grütli romand, le Grütli allemand, le Cercle socialiste, le Club St-Gervais, l'Union ouvrière de l'Auge, l'Union ouvrière des ateliers CFF, le Cercle des Travailleurs, soit environ 700 personnes. Cette assemblée proclamait sa volonté de présenter une liste spécifique à l'élection et de former à cet effet un comité politique. Feu René Mauroux, conseiller national et chroniqueur du PSF, discerna l'acte de naissance du parti; le terme de parti socialiste n'apparaîtra pourtant qu'un peu plus tard, le 7 mars, date du premier protocole du PS.

Constitué hâtivement à l'approche des élections, il ne possédait pas encore de structure ni de programme. Il reposait en fait sur les 7 sociétés politiques regroupées et surtout sur le Cercle des Travailleurs. Ce dernier en formait l'élément moteur, comme l'expliquait son président, l'architecte Isaac

Fraisse : «En attendant le décret officiel de la fondation du Parti socialiste, le Cercle des Travailleurs a pris la tête du mouvement, parce que ses statuts lui tracent déjà la ligne de conduite à suivre et comme tel il sera l'un des plus fermes soutiens du nouveau parti.»¹⁰ L'élection en vue constituait une échéance capitale et la crainte d'un désaveu dicta le choix de l'en-tête de liste : «Parti ouvrier et socialiste». Selon ses promoteurs, il ne fallait pas d'un mot effaroucher la masse. Lancé timidement dans la bataille électorale, le Parti socialiste en ressortait brillamment en gagnant 17 sièges. Il devenait le second parti de la cité.

Un certain désarroi règne néanmoins. Le PS de Fribourg se trouve toujours dépourvu d'une structure bien définie et il mettra du temps avant d'y remédier. Et quelle orientation suivre ? Tout se mêle alors, tendances grütléennes, syndicalistes et même anarchistes, qui n'effacent pas complètement l'empreinte radicale. L'idée d'une fusion des diverses sociétés au sein du PS fut repoussée. La décision d'adhérer au PSS tardera également, volonté de quelques-uns de ne pas provoquer l'irréremédiable. Car il est fort probable que si la rupture avec le parti radical était entrée dans les faits, elle n'était pas encore gravée dans certains esprits qui caressaient secrètement l'espoir d'un rapprochement après la saine leçon de l'élection au Conseil général. Au mois de mars 1906, le parti vote finalement sa demande d'adhésion au sein du PSS, l'admission n'interviendra qu'en janvier 1907, le temps pour le PS de Fribourg de se donner des statuts; ils seront adoptés le 16 septembre 1906. Le PS de Fribourg consistait en une fédération socialiste. Trois sociétés s'en étaient éloignées. Le Cercle socialiste n'avait plus sa raison d'être, l'UO des ateliers CFF se consacrait à des activités syndicales, le Club St-Gervais avait repris sa place dans l'orbite radicale. Ainsi, pour la première fois de l'histoire du mouvement ouvrier fribourgeois s'opérait une délimitation nette entre les activités politiques et syndicales. Le rôle du Cercle des Travailleurs demeurera prépondérant. Deux de ses membres allaient se détacher : Isaac Fraisse et le facteur Auguste Chassot qui présidait aussi l'UO de L'Auge. Ils avaient déjà fait leurs preuves dans les rangs radicaux. Après le départ de Fraisse, en 1911, Chassot tentera de résister à la montée d'un jeune militant, le représentant Charles Meuwly, qui l'évincera.

Les sociétés qui composaient le PS conserveront des prérogatives importantes : une caisse propre, des statuts et des programmes indépendants mis en conformité tout de même avec leur engagement socialiste. La situation de Fribourg n'avait rien d'exceptionnel si ce n'est par sa durée. Jusqu'en 1915 les statuts du PSS admettaient la coexistence de plusieurs organisations socialistes sur le plan local. A partir de cette date et pour renforcer son unité,

le PSS ne tolérera plus qu'une seule organisation, ce qui accélérera le départ du Grütli suisse, en permettant toutefois la création d'une section de chaque langue nationale. Certaines grandes métropoles ouvrières établiront des sous-sections dans divers quartiers. A Fribourg, en 1917, le PS révisera ses statuts dans un sens plus centralisateur, il maintiendra néanmoins ses sociétés ventilées par quartier, ce que n'exigeait pas l'importance de la ville. En 1925, devant la baisse sensible des effectifs il opérera enfin une fusion complète. La persistance de cette structure fédérative n'a pas été sans incidence sur la marche du parti. Au problème des cotisations multiples, très sensible en période de crise, se greffera le manque d'unité, la dilapidation des énergies et l'usure des militants. Mobilisés dans des activités syndicales et politiques après de longues journées de travail, quand les succès se feront attendre ils se laisseront aller progressivement au découragement devant une besogne souvent identique reprise à différents échelons. Comme ses membres, le PS s'essouflera.

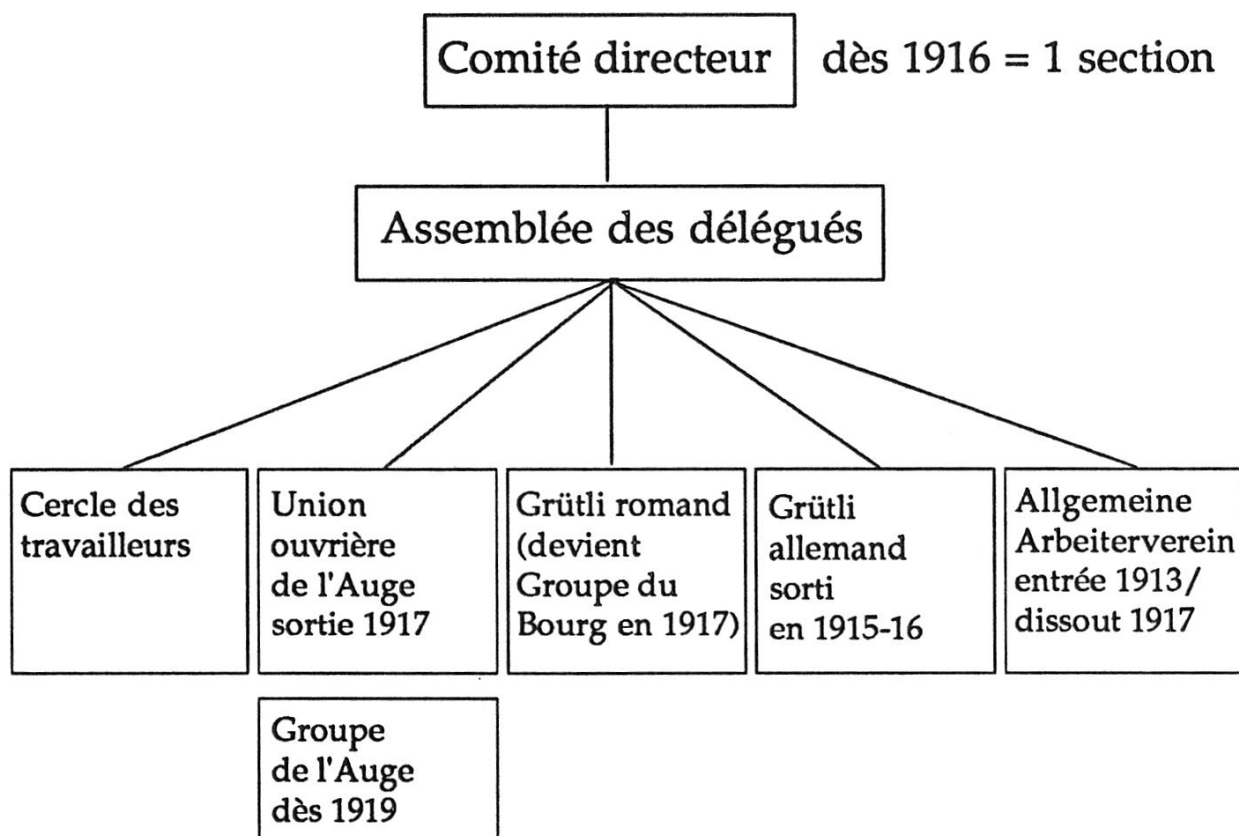
La création d'un parti cantonal

Le jeune parti tentait maintenant d'accroître son influence. Il était appuyé en cela par l'Union ouvrière, sorte de cartel syndical, qui malgré son adhésion à la FUOSR (Fédération des Unions ouvrières de la Suisse romande), de tendance syndicaliste-révolutionnaire, ne cessera pas de l'épauler. Ses leaders anarchistes, Erlebach et surtout Schneider, qui l'avaient entraînée dans cette voie, n'hésitaient pas à promouvoir les listes socialistes. Le PS de création trop récente pour être jugé constituait selon eux «une brèche dans la forteresse bourgeoise et capitaliste» de Fribourg. Les rapports demeureront toujours étroits et, en 1910, quand l'UO connaîtra des difficultés, on parlera même de fusion avec le PS. L'unité du mouvement ouvrier était il est vrai plus que nécessaire, car le parti conservateur, qui avait soupesé le danger, répliquait par la formation de la Fédération ouvrière fribourgeoise, qui reprenait le nom, sans doute pour semer le doute, de la défunte fédération grütléenne. Y adhérer était obligatoire pour tout le personnel des services publics et industriels de l'Etat, et l'on prélevait la cotisation directement sur les salaires.

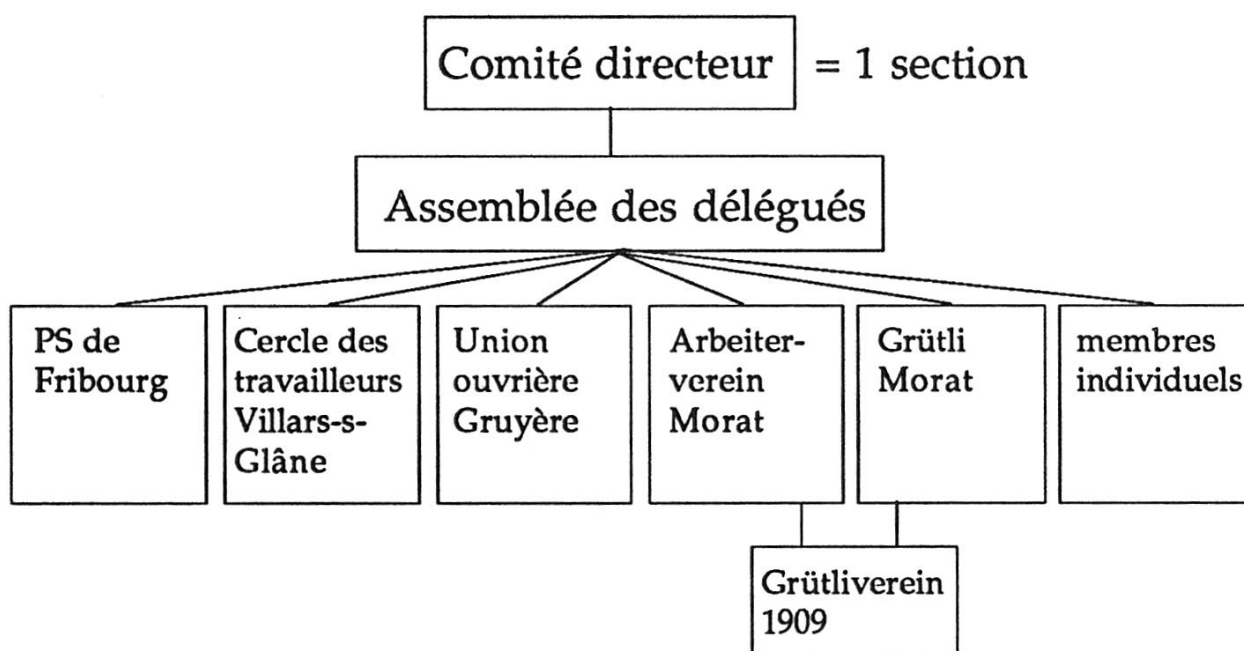
Le centre du socialisme fribourgeois demeurait la ville de Fribourg, mais le PS cherchera à élargir son audience dans le canton. A cet effet il formera en 1907 avec l'aide de l'UO une commission de propagande. La Gruyère représentait une cible de choix depuis l'implantation de l'usine Cailler et l'apparition de nombreuses constructions qui attiraient annuellement près de deux mille ouvriers italiens.

Les succès seront minces car les ouvriers subissaient un strict encadre-

La structure du Parti socialiste de Fribourg 1906-1925



Le Parti socialiste fribourgeois 1908 - 1914



ment, l'accord était parfait sur ce point entre Cailler, le patron radical, et les autorités politiques et religieuses : c'est par l'entremise des évêques du nord de l'Italie qu'on recrutait les ouvriers ! La paisible Gruyère connaîtra néanmoins des actions ouvrières. Une Union ouvrière existait depuis 1902, des syndicats se formeront, et en 1905 les grèves se succéderont. En 1907, à la Tour-de-Trême, près de Bulle, une première liste ouvrière obtenait un siège au Conseil communal. A Morat des sociétés socialistes voyaient le jour. Le PS de Fribourg n'avait pu, sauf peut-être par son exemple, créer des sections socialistes, mais il allait rassembler diverses sociétés en un Parti socialiste fribourgeois. En automne 1907 des statuts sont élaborés, ils seront approuvés en février 1908. Devant la faiblesse des sections de Morat et de Bulle, Fribourg prendra en main les destinées du PSF jusque dans les années 20. Cette section représentait à elle seule les quatre cinquièmes d'un parti modeste qui comptera 280 membres en 1913.

Organe et élections

Pour intensifier sa propagande, le PS se dota d'un organe, *L'Aurore*, qui paraîtra du 20 mars au 30 juin 1906, date à laquelle ses difficultés de trésorerie le contraindront au silence. Ses 613 abonnés étaient jugés insuffisants. Limité par sa faiblesse financière, le PSF sera forcé à un compromis avec des journaux socialistes de la Suisse romande, avec *Le Peuple suisse* tout d'abord, journal genevois qui deviendra son organe dès juillet 1906. Mais les difficultés seront rapides, dès 1909.

La Liberté appela au boycott de ce journal, jugé «pornographique» selon Georges Python. Sa propagande néo-malthusienne et sa publicité pour les moyens contraceptifs dérangent certainement plus que les articles des socialistes fribourgeois. Les abonnés diminuant, la crise économique aidant, l'espace fribourgeois se retrécissait. Un nouvel arrangement fut trouvé avec le *Grütléen* de Lausanne, dès 1912 et jusqu'en 1917; une édition spéciale intitulée le *Grütléen fribourgeois* fut même imprimée. Ce dernier ne comptera jamais plus de 300 abonnés.

Le PSF tentera sa chance dans les élections cantonales et nationales, mais en l'absence d'un système proportionnel ses succès se feront attendre. Avec le poids des campagnes et le système majoritaire que l'entente radicale-conservatrice rendait infaillible, une percée de ce parti minoritaire et exclusivement urbain demeurerait impensable. Les socialistes fribourgeois tabletront donc sur les élections communales en réussissant parfois à obtenir des places à l'Exécutif. A Villars-sur-Glâne, commune limitrophe de Fribourg, la section locale conquérira deux sièges au Conseil communal, en 1911.

Première Année — N° 1.

Le Numéro 10 Centimes

Samedi 20 Janvier 1906.

ABONNEMENTS

Un an... 12 00... 12 00... 12 00...

REDACTION ET ADMINISTRATION

Boulevard de Pérolles, N° 13 FRIBOURG (Suisse)

Les adresses pour les abonnements et les annonces...

L'AURORE

SOCIALISTE, SCIENTIFIQUE ET LITTÉRAIRE

Organe du Parti Socialiste et des Organisations Ouvrières

PARAISANT A FRIBOURG LE MERCREDI ET LE SAMEDI

ANNONCES

Cantonales... 10 centimes... Suisses... 15 centimes... Différées... 10 centimes...

Pour les annonces et les abonnements...

S'adresser à

l'Union Républicaine et à ses agences

et à son agence



A nos amis

Au moment de lancer L'Aurore, nous tenons à remercier bien sincèrement tous ceux d'entre nos amis qui nous ont aidé à mettre notre organe sur pied. Nous les prions de nous conserver leur appui et nous sommes entourés du concours de nombreux collaborateurs. Nous les remercions d'avance de leur dévouement. Nous avons besoin pour commencer d'être soutenus par tous ceux qui pensent comme nous. Il faut pour que notre journal réussisse qu'on le lise, qu'on le répande un peu dans tous les milieux. Que chacun fasse son devoir à ce sujet et tout ira bien. La Commission de L'AURORE.

hypocrites qui se contentent de mentir... Nous lutterons contre tous les abus et surtout contre les abus militaires. Loin d'être comme on nous a trop souvent représentés des sans-patrie... Nous croyons que l'idéal des peuples n'est pas de continuer indolument, les armements qui ont déjà coûté aux budgets européens des centaines de milliards et nous voulons au contraire chercher à développer l'arbitrage obligatoire dans les conflits internationaux, de façon à rendre inutiles, les formidables instruments militaires qui talent le monde et empêchent les gouvernements de s'occuper des œuvres de solidarité et de prospérité sociale. Nous croyons que l'armée, dans notre petite confédération doit être avant tout, une armée démocratique et nous veillerons à ce que l'on ne

Voilà un homme qui ment... Simple dialogue. Entendu, à Fribourg, entre une dame riche et une journalière, mère d'une nombreuse famille. Madame sait que j'ai travaillé la grande journée (de 7 h. matin à 8 h. soir) c'est donc 1 fr. 50. Madame. Comment pouvez-vous exiger un pareil salaire, sans que vous n'avez d'un mauvais côté toute l'ère par jour, chez vous... 1 fr. serait suffisant. Suggestif! Jean Prolo.

LA POLITIQUE

Aperçu rétrospectif I Sans arme pour la défendre des attaques continuelles soulevées dans la presse fribourgeoise, le parti socialiste de notre ville a néanmoins en

Notre programme

La question militaire. — L'opinion de nos adversaires et la nôtre. — La résolution du Parti socialiste de Fribourg.

Nous avons été si souvent accusés d'être des « sans patrie » des internationalistes pharisiens, et des fabricants d'utopies, par la presse fribourgeoise, qu'il est grand temps que nous ayons enfin notre journal pour remettre toute chose au point et dire leur fait à ceux qui peuvent être parce qu'ils savent que nous n'avons pas d'armes pour nous défendre se sont acharnés à fausser nos idées et à nous représenter comme des révolutionnaires dangereux et violents. Nous n'avons pas l'habitude de discuter à coups d'invectives, et nous lis

la trille et à la bougade. Plus tard, ces tribus et ces bougades, ennemi presque toujours, finirent par conclure des alliances défensives, puis à augmenter les rapports qui existaient entre elles, puis à se réunir sous la forme de ces peuples primitifs sur lesquels nous n'avons que de très vagues données. La patrie s'était agrandie, elle était devenue la peuplade. Ces peuplades, encore sauvages, vivant de la chasse et de la pêche, finirent elles aussi par se réunir entre elles pour se défendre contre un ennemi commun. De ces alliances

La première page du premier numéro de l'Aurore

En ville de Fribourg, dès 1907 le PS obtient 2 sièges à l'exécutif. Dès 1909 pourtant il subira un léger tassement de son électorat, phénomène qui s'accroîtra jusqu'à la guerre : en 1913 il recueillait 12,5% des suffrages contre 21% en 1905. Incontestablement le PS, tout comme le syndicalisme, subissait un large reflux.

La crise économique qui règne alors le touche durement. Mais si elle provoqua tant d'effets, c'est qu'elle touchait un corps déjà affaibli par des problèmes internes. La structure du PS demeurerait imparfaite et il n'avait pu assurer la formation de militants prêts à prendre la relève. Un vrai leader faisait toujours défaut. Ces carences, couplées à la crise économique qui sévissait, expliquent en partie le recul du PS, et en partie seulement, car il conviendrait d'examiner encore son action politique. Brièvement nous dirons qu'elle nous paraît se limiter surtout à une participation aux élections. L'activité des représentants du parti laissait aussi à désirer. Au Conseil général, les absences étaient nombreuses. Charles Meuwly s'acharnera à discipliner la délégation socialiste et à la rendre efficace. En 1909, puis en 1911, en tant que président du Cercle des Travailleurs, il exigera des réunions préparatoires, des engagements écrits et des rapports d'activité. Il se donnera beaucoup dans ce rôle d'organisateur du parti, ne

craignant pas de «déboulonner» peu à peu Auguste Chassot, le conseiller communal socialiste. Mais lui-même refusera toutefois d'assumer un siège au Conseil communal avant 1922. Il était alors représentant de la marque Singer et il invoquera les menaces de son employeur.

Pour expliquer ce recul, Jules Schneider, un membre fondateur passé désormais à l'anarchisme, n'hésitera pas quant à lui à invoquer encore l'égaré politique du parti. Il lui reprochera notamment de n'avoir pas tenu la gageure du socialisme et d'avoir progressivement dérapé d'un idéal affirmé lors de la fondation. Sans souscrire à son sévère jugement, on peut tout de même affirmer que le socialisme fribourgeois vivait une crise. L'élan d'enthousiasme, qui en 1905 l'avait porté, était bien brisé. A l'approche de la guerre, le PSF entrait en léthargie.

Notes et références

¹ *Histoire du canton de Fribourg*, Fribourg 1981, p. 804.

² *Histoire du canton de Fribourg*, pp. 916-919.

³ *Jahresbericht des Schweizerischen Grütlivereins*, 1874-1875.

Pour l'activité de ces sociétés, cf : Alain Meyer, *Le socialisme et le syndicalisme fribourgeois entre 1890 et 1914*, étapes de leur organisation, mémoire de licence, Fribourg 1982.

⁴ Jules Meckler, *Mémoires d'un ancien militant*, archives du PS de Fribourg.

⁵ *Livre de protocoles du Cercle des Travailleurs*, archives du PS de Fribourg.

⁶ *Grütli*, 10. 5. 1889.

⁷ Alain Meyer, *Le socialisme et le syndicalisme fribourgeois*, pp. 50-63.

⁸ *Jahresbericht des Schweizerischen Grütlivereins*, 1899.

⁹ *Le Peuple suisse*, 27 mars 1909.

¹⁰ René Mauroux, *70 ans d'histoire du mouvement ouvrier fribourgeois, 1848-1918*, Fribourg 1971, p. 34.